

DESTINS DES CLASSES SUPERIEURES ETATS-UNIENNES

par Gérard DUMENIL et Dominique LEVY

L'idée que le nouvel ordre mondial néolibéral a beaucoup favorisé les couches les plus aisées dans les pays du centre ou de la périphérie et que les inégalités ont ainsi augmenté, est presque devenue une trivialité. Nous interprétons ces transformations dans un cadre analytique qui doit beaucoup à l'œuvre de Marx, qu'il s'agisse de la théorie des sociétés ou de l'économie au sens plus technique. Mais cette référence théorique en termes de structures de classe et de pouvoirs se double d'une mise à l'ordre du jour, car depuis plus d'un siècle le capitalisme n'a cessé d'évoluer. Dans cette démarche, l'histoire économique et sociale des États-Unis occupe une place primordiale.

Le but de cette note est de rappeler les grandes lignes de cette interprétation du néolibéralisme¹. La première section est consacrée aux transformations de la structure de classe ; la seconde, établit une périodisation du capitalisme depuis la fin du XIX^e siècle jusqu'à nos jours selon les configurations qu'y revêtirent le pouvoir de classe et ses compromis ; la dernière section montre comment les séries de revenus construites par Thomas Piketty et Emmanuel Saez² permettent d'illustrer notre analyse.

1 – Les nouvelles institutions de la propriété capitaliste, la complexification de la structure de classe et les nouveaux acteurs

Si, dans la seconde moitié du XIX^e siècle, Marx pouvait analyser les luttes de classe en France dans une configuration articulant les classes dominantes (propriétaires fonciers, financiers, capitalistes industriels), les classes moyennes de petits propriétaires, et les classes dominées (prolétaires et paysans), ce cadre analytique est devenu progressivement obsolète.

La fin du XIX^e siècle fut marquée, aux États-Unis, par la croissance de la taille des entreprises, encore possédées par des individus ou familles. Conjointement à la baisse du taux de profit moyen, cette contradiction entre la « base matérielle » et les rapports de propriété aboutit à la grande crise de la fin de siècle, celle des fameux cartels et trusts. Le capitalisme ne sortit de cette crise qu'au prix d'une véritable métamorphose : la triple révolution des sociétés, de la gestion et de la finance :

- 1) La révolution des sociétés correspondit à une formidable vague de formation de sociétés par actions, au tournant du siècle, permise par les lois sur les holdings votées à partir de 1890. Ce changement des formes de propriété fut la base d'une transformation sociale profonde, marquée par l'apparition d'une grande bourgeoisie « financière », relativement détachée des entreprises, dont elle possédait les actions et qu'elle finançait par des prêts.
- 2) Les tâches de gestion furent massivement déléguées à des cadres, secondés par des employés. Cette transformation est connue comme la révolution *managériale*, c'est-à-dire de la gestion. Elle insuffla dans l'économie une nouvelle dynamique de changement technique et organisationnel (dont le taylorisme fut une composante, dans l'atelier).
- 3) Enfin, il faut ajouter à ces transformations l'émergence de la grande finance moderne, celle des Morgan et Rockefeller... Au lieu de financer les guerres ou d'accompagner les transactions commerciales

des entreprises, ce grand secteur financier vint s'articuler directement aux sociétés, garantissant, en particulier, leur financement.

Ce qui nous intéresse ici au premier chef est que ces changements s'accompagnèrent de l'apparition de trois nouveaux acteurs sociaux :

- 1) Le premier est ce que nous appelons la *finance capitaliste* : les fractions supérieures des classes capitalistes et les institutions financières où se concentraient désormais leurs pouvoirs (garantissant leurs revenus).
- 2) Le second est celui des *cadres d'entreprise*, en charge de la gestion, auxquels on peut adjoindre les cadres de l'administration encore peu nombreux et en cours de modernisation.
- 3) Le troisième acteur réunit les nouvelles cohortes d'*employés aux ouvriers*.

Il va sans dire que ces acteurs ne sortaient pas du néant ; les anciennes fractions supérieures des classes capitalistes subsistaient largement, mais voyaient les formes de leur propriété changer ; une partie des enfants de la petite bourgeoisie traditionnelle basculait vers ce monde des nouvelles classes moyennes salariées. De même, ces nouvelles configurations ne gommèrent pas les clivages, qu'il s'agisse de contradictions au sein des classes capitalistes (capitalistes industriels, capitalistes financiers) ou des différences de conditions des cols blancs et bleus. Tout un champ d'hybridations demeurait. Le *New Deal* qui suivit la crise de 1929, et l'économie de guerre du début des années 1940 favorisèrent un développement très rapide des cadres des administrations publiques, et ajoutèrent encore à cette emprise croissante des cadres sur les mécanismes économiques et sociaux. De fait, cette progression est toujours en marche dans le capitalisme contemporain. Pourtant, l'identification de l'« encadrement » (souvent confondu avec l'« intellectualité ») comme un rapport de classe, continue de faire problème pour bien des marxistes. Hors du marxisme, l'importance de ces nouvelles couches moyennes supérieures est plus facilement reconnue³.

2 – Les deux hégémonies financières et le compromis keynésien

Cette section privilégie une lecture de l'histoire en termes de configuration de pouvoir au sein des structures de classes, telles qu'on vient de les appréhender. Qui domine ? Quels compromis permettent à ces classes dominantes d'imposer un ordre social qui leur soit favorable. On va distinguer trois périodes. La première et la troisième peuvent être caractérisées comme des hégémonies de la *finance* et la période intermédiaire, comme le « compromis keynésien », de fait, un « compromis cadriste » :

- 1) *La première hégémonie financière des premières décennies du XX^e siècle.* Aux sommets de la structure de classe coexistaient la grande bourgeoisie et ses institutions financières, soit la nouvelle finance, et les cadres du secteur privé. La coopération entre ces groupes était forte. Les cadres géraient les entreprises, alors que les intérêts des propriétaires étaient

² Piketty T., Saez E., 2003, "Income Inequality in the United States, 1913-1998", *The Quarterly Journal of Economics*, Vol. CXVIII, pp. 1-39.

³ Chandler A.D., 1977, *The Visible Hand. The Managerial Revolution in American Business*, Harvard University Press.

pris en charge par les institutions financières, qui, elles-mêmes, finançaient ces transformations. Cette époque fut dominée par les figures de grands financiers, ou de grands industriels comme Henry Ford ou Alfred Sloan. Mais un secteur industriel, resté à l'écart des nouvelles institutions et protégé par le Sherman Act, poursuivait son activité, dominé par une classe de capitalistes traditionnels. La révolution managériale assura, pourtant, la suprématie du nouveau secteur, plus efficace et plus rentable. Les laissés-pour-compte allaient bientôt être balayés par la crise de 1929. Cette période consacra l'hégémonie de la finance.

2) *Le compromis keynésien (ou cadriste)*. Au sortir de la Seconde Guerre mondiale, le capitalisme dut encaisser les effets d'un triple choc : (1) la crise de 1929 avait discrédité la finance, rendue responsable du désastre, et suscitait une très forte intervention étatique ; (2) la guerre, elle-même, venait de faire la démonstration de la violence inhérente au capitalisme ; (3) l'URSS, quelle que soit sa nature, émergeait de la guerre comme un contre-empire, et le mouvement populaire était sur l'offensive. L'avenir du capitalisme apparaissait incertain, même à ses défenseurs. De ces conditions, sortit un nouveau compromis social derrière lequel on peut voir la figure de John Maynard Keynes. La finance perdait son hégémonie, en particulier, le contrôle de la situation macroéconomique, confiée à des instances étatiques ou parastatistiques (les politiques monétaires et budgétaires). Dans de nombreux pays, la finance se vit plus radicalement réprimée ; une fraction du système financier lui échappait, nationalisée comme en France, ou en encore plus radicalement, au Japon. Des systèmes de protection sociale furent établis et les inégalités furent réduites. Dans ces décennies du compromis keynésien, les cadres avaient acquis une forte autonomie dans la gestion des entreprises, où les profits étaient largement conservés et investis, dans un contexte de taux d'intérêt réels modérés. Dans les entreprises et dans les administrations, ils étaient la cheville-ouvrière de ce compromis.

3) *La seconde hégémonie financière dans le néolibéralisme*. Mais la bourgeoisie et les institutions financières dont elle conservait le contrôle travaillaient au rétablissement de leur propre hégémonie. Notamment, la formation d'un secteur financier international déréglementé, dans les euromarchés, contribua à ce résultat. Ce furent, pourtant, la crise structurelle des années 1970 et l'emballement de l'inflation qui fournirent les impulsions décisives, dans le contexte d'un regain de nationalisme dans des pays comme les États-Unis (« *America is back* » de Reagan) et le Royaume Uni. Malgré les résistances populaires qui continuent d'y mettre obstacle avec plus ou moins de succès, le démantèlement du compromis keynésien fut graduellement mis en œuvre. Les procédés visant au rétablissement des revenus du capital sont connus : (1) blocage des salaires pour une grande partie des salariés, taux d'intérêt élevés, distribution massive de dividendes, gestion tournée vers les performances boursières, et (2) au plan international, ouverture des frontières entre pays de niveaux de développement inégaux, libre circulation des capitaux, convertibilité, ponction accrue sur le reste du monde ; etc. L'autonomie qu'avaient acquise les cadres des entreprises et du centre céda la place à de nouveaux objectifs de gestion (penser à la *corporate governance* et à la « création de valeur pour les actionnaires ») et à de nouvelles politiques (la stabilité des prix plutôt que la recherche de la croissance et du plein emploi). C'en était fait de l'autonomie des cadres. Dans cette reconquête, les classes capitalistes ne s'opposèrent pas de front aux fractions supérieures de l'encadrement (au moins aux États-Unis), mais, au contraire, maintinrent une relation privilégiée avec ces cadres, au sein du *compromis néolibéral*. Il s'agit d'un compromis entre grande bourgeoisie et les « nouvelles classes moyennes supérieures », dont la plus grande masse des salariés était exclue. Outre les salaires, il suffira de rappeler ici l'association à la propriété du capital à travers les fonds de retraites ou les fonds mutuels, qui consacrent la venue au monde d'une sorte de capitalisme à deux étages où l'encadrement se trouve associé à la propriété du capital dans une position subalterne et passive.

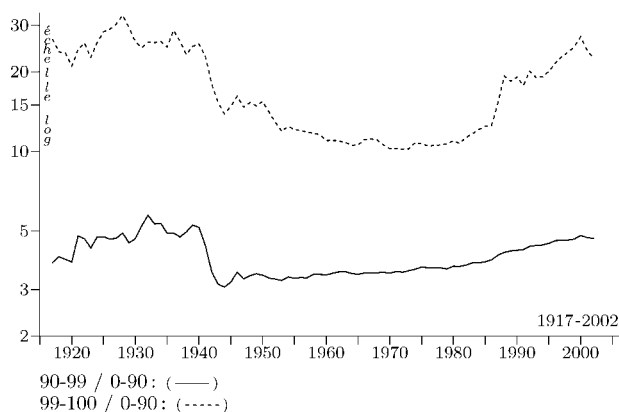
3 – Côté revenus : de nouvelles bases empiriques

Les travaux de Piketty et Saez fournissent une nouvelle base empirique aux interprétations suggérées précédemment. Ils nous révèlent des

profils historiques d'un grand intérêt. Ce qui suit combine l'examen que nous avons fait des données fiscales états-unienne pour l'année 2001 et les séries historiques reconstruites par ces auteurs.

Il existe des classes capitalistes aujourd'hui. Aux États-Unis, en utilisant des données fiscales, il est assez facile de les identifier⁴. En 2001, être parmi les 2% des ménages dont le revenu était le plus élevé, signifie avoir un revenu annuel supérieur à 200.000 dollars. Les salaires représentent la moitié de ce revenu (53%). Le reste se décompose en revenus du capital (intérêts, dividendes, gains en capitaux) 29% ; revenus des *partnerships*, 14%, et divers, 5%. Une première observation est que la majeure partie des *partnerships* appartient au secteur financier : y sont gérés les patrimoines des familles riches. Tous les revenus financiers (intérêts, dividendes...) s'y trouvent métamorphosés en *entrepreneurial incomes*. En second lieu, les « salaires » regroupent les salaires au sens usuel et les titres distribués aux salariés, comme les stock options réalisées. L'image est particulièrement frappante au sommet. Le « salaire » moyen des 100 présidents de sociétés aux plus hautes rémunérations est constitué à plus de 90% de titres⁵. Tant leur niveau (1000 fois le salaire moyen) que leur composition soulignent le caractère éminemment « capitaliste » de ces rémunérations comptées comme des salaires dans les statistiques. Même si la composition du revenu a changé depuis le début du siècle, tout contribue à faire de ces classes une classe bourgeoise : autres temps, autres canaux, mais un résultat globalement similaire. Et il ne s'agit pas de « petits » bourgeois !

Figure 1. Rapport des revenus moyens de deux fractiles à celui du fractile 0-90 : États-Unis



Pour la courbe la plus élevée, 25 signifie, par exemple, que le revenu moyen du 1% supérieur était 25 fois supérieur à celui du 90% inférieur

Les trois périodes de l'histoire du capitalisme sont identifiables dans les profils historiques de ces revenus. C'est là que les travaux de Piketty et Saez deviennent cruciaux, car ils autorisent un recul de près d'un siècle. La courbe la plus haute de la figure 1 compare le revenu moyen du 1% supérieur (le fractile 99-100 dans l'échelle des revenus) à celui du fractile 0-90, depuis la Première Guerre mondiale. Avant la Seconde Guerre mondiale (première hégémonie financière), le 1% recevait plus de 25 fois le revenu moyen du fractile 0-90, largement sous la forme d'intérêts et de dividendes. Il s'agissait d'une bourgeoisie traditionnelle, dont la richesse était matérialisée par des titres. A la fin de la guerre, ce rapport tomba à 15, et continua de s'effriter jusqu'à 10 dans les années 1970. A partir du début des années 1980 (seconde hégémonie financière), il s'envola vers des niveaux similaires à ceux d'avant-guerre. Alors que le pouvoir d'achat du fractile 0-90 stagne entre 1970 et 2002, celui du 0,01% supérieur fut multiplié par 4.

La trajectoire des cadres supérieurs. On va considérer ici le fractile 90-99. Ce monde est surtout celui des classes salariées supérieures (cadres du privé ou du public). La figure décrit le rapport du revenu moyen de ce groupe à celui du fractile 0-90. Il s'établissait à 5 avant la guerre. Il chuta également jusqu'à un peu plus de 3 pendant la guerre. Cependant, à ce point, les sorts des deux groupes supérieurs, 90-99 et 99-100,

⁴ Duménil G., Lévy D., 2004, "Neoliberal Income Trends. Wealth, Class and Ownership in the USA", *New Left Review*, Vol. 30, pp. 105-133.

⁵ Forbes Survey of 800 CEOs (cité dans T. Piketty, E. Saez, 2003).

divergèrent. Alors que le 1% continua sa descente progressive, le fractile 90-99 récupéra sa position, régulièrement entre la guerre et les années 1980 (compromis cadriste). Le rétablissement des revenus des classes bourgeoises depuis les années 1980 fut réalisé sans affecter l'avancée des 90-99, bénéficiant aussi du compromis néolibéral ; tout le recul relatif fut le fait du fractile 0-90.

Contacts : gerard.dumenil@u-paris10.fr et dominique.levy@ens.fr.
Site : <http://www.jourdan.ens.fr/levy/>. Voir aussi : *Crise et sortie de crise. Ordre et désordres néolibéraux*, 2000, PUF, *Économie marxiste du capitalisme, La Découverte*, Coll. "Repères" ; *Capital Resurgent. Roots of the Neoliberal Revolution*, Harvard University Press, 2003.

LES INTELLECTUELS EN POLITIQUE : ENTRE ENGAGEMENT ET OBEISSANCE par Frédérique MATONTI

En 1978, Francis Cohen, Directeur de *La Nouvelle Critique* publie, dans sa nécrologie, cette confession de son premier rédacteur en chef, Jean Kanapa, qui venait de mourir :

J'ai été rédacteur en chef de La Nouvelle Critique pendant dix ans, les dix premières années. Et pendant, pas dix ans, mais au moins cinq ou six ans, les cinq ou six premières années, en tant que rédacteur en chef, j'ai réécrit tous les articles que les camarades donnaient à la revue. Non pour des raisons de style, mais pour des raisons de fond, des raisons que je croyais justes, je corrigeais ce qu'ils écrivaient d'une part. D'autre part, sans leur demander leur avis. Troisièmement, en essayant même le plus souvent de les mettre devant le fait accompli pour être sûr qu'ils ne protesteraient pas. Quatrièmement, ils ne protestaient généralement pas, il ne leur venait pas à l'esprit de protester. [...] Le comité de rédaction se réunissait très régulièrement [...], il prenait des décisions et puis après, le rédacteur en chef avec d'ailleurs les responsables du travail parmi les intellectuels [...] faisait de ces recommandations ce qu'il estimait devoir faire. [...] Eh bien, pour moi, le stalinisme, c'est ça [...]. Pourquoi parce que le stalinisme, parlons du vrai, c'est la substitution du commandement à la conviction, c'est le remplacement de l'adhésion des masses par le commandement des masses¹.

En apparence, F. Cohen se contente de rapporter une évidence : la politique obéit à des ruses, elle est, au sens le plus ordinaire du terme, « machiavélique », et le commandement repose sur le secret. De même, la définition du stalinisme proposée par J. Kanapa peut sembler anecdotique. Et pourtant, comme F. Cohen le révélait en entretien, ce n'était pas un message aussi banal qu'il entendait délivrer dans cet article qui « l'[avait] hanté tout l'été ».

De fait, cet article fut considéré par le Bureau du Parti Communiste français comme l'une des « fautes », qui ont entraîné la suppression de *La NC*, devenue contestataire. Il faut donc supposer que F. Cohen propose bien autre chose que ce qui se donne apparemment à lire, et que c'est ce contenu codé que décrypte — et sanctionne — le groupe dirigeant.

Ce qui est en jeu dans la publication de ce texte, c'est la relation entre les intellectuels communistes et leur Parti. Pour en saisir l'importance, il faut porter au jour ce que sont les conditions de l'obéissance intellectuelle. Dans ce texte, qui renvoie à un livre récemment paru (*Intellectuels Communistes. Essai sur l'obéissance politique*. La Nouvelle Critique, 1967-1980, Paris, La Découverte, 2005), nous souhaitons saisir la multiplicité des raisons d'agir des intellectuels, comme les variations historiques de leurs productions. En effet, celles-ci ont été très souvent décontextualisées, de même qu'ont trop souvent manqué les négociations et les luttes dont elles étaient le produit. Elles ont été généralement classées dans la catégorie de l'irrationalité et de l'aberration ou mises sur le compte de la rationalité la plus cynique : elles serviraient exclusivement à faire carrière.

C'est la trame complexe de l'obéissance politique qui a été ainsi manquée, et c'est celle-ci que nous voudrions restituer. Chacun des textes des intellectuels communistes est, en effet, le produit de croyances et de stratégies multiples qu'il s'agit d'élucider, de luttes concurrentielles qui s'expliquent tant par les positions dans le champ intellectuel que par la place au sein des fractions du PCF. Chacun d'entre eux enfin est étroitement contraint par la configuration intellectuelle du temps, mais aussi par les stratégies politiques de l'institution partisane, ainsi que par les marges de liberté plus ou moins réduites qu'elle laisse à ses conseillers du Prince, selon les domaines du savoir ou de l'art dans lequel ils interviennent. Ainsi chaque prise de position théorique dans chacune de ces disciplines, de la critique

littéraire aux sciences humaines, est la matérialisation d'une posture d'obéissance particulière, d'un rapport au champ intellectuel ou artistique propre et d'un rapport au champ politique spécifique.

La Nouvelle critique, un observatoire de l'obéissance des intellectuels

Les revues communistes constituent un observatoire privilégié pour comprendre les conditions de l'obéissance politique. En effet, lorsqu'un intellectuel écrit dans une publication du Parti communiste, il y est directement confronté à son autorité, à ce qu'il a coutume de désigner sous le nom de « Direction », et plus précisément encore à une instance qui, comme la Section des intellectuels et de la culture (SIC), section de travail du Comité central, est là pour l'encadrer. Les expériences de confrontation sont multiples. Elles peuvent être évidentes lorsqu'un article est une commande, lorsqu'une fois remis, il n'est pas accepté sous sa forme initiale, voire quand il est refusé, elles peuvent être inaperçues lorsqu'un intellectuel écrit ce que le Parti attend de lui sans que la demande en soit expressément formulée. Chaque article, comme ici de manière extrême, peut alors être considéré comme une forme de matérialisation de cette obéissance à l'autorité partisane.

Parmi ces revues communistes, *La Nouvelle Critique* et tout particulièrement dans les années 1960 et 1970 s'avère particulièrement pertinente. En effet, comme l'atteste la confession de J. Kanapa, les rapports entre les intellectuels et l'institution partisane dans les années 1950 n'offraient guère qu'une seule alternative : se soumettre ou se démettre. En revanche, la libéralisation du statut des intellectuels et des créateurs, « codifié » au Comité central d'Argenteuil en 1966, ouvre la gamme des rapports à l'autorité qui vont de la soumission à la révolte, et passent désormais par la ruse, le double langage, l'avancée timide, la critique.

Si les postures sont plus diverses, c'est d'abord parce que les croyances des intellectuels communistes et le PCF lui-même ont changé, sous la contrainte de la dénonciation des crimes de Staline au XX^e congrès du PCUS et de la répression de la révolution hongroise en 1956. La mort de son secrétaire général, Maurice Thorez, la transformation de son groupe dirigeant dorénavant plus ouvert aux intellectuels, la modification sociologique de son électorat et de ses effectifs militants aux dépens de sa composition ouvrière ont transformé le PCF. Le militantisme des intellectuels ne passe plus obligatoirement par l'opposition systématique aux valeurs traditionnelles de leur univers d'origine et leur engagement au PCF devient par conséquent moins « tragique ». Au sens banal du terme aussi, l'adhésion est moins dangereuse : les intellectuels ne risquent plus désormais ni leur vie, comme pendant la Résistance, ni leur carrière comme pendant la Guerre froide. Elle est également moins prestigieuse, voire pour une minorité d'intellectuels moins mondaine : le PCF ne bénéficie plus désormais de la double image de « parti des fusillés » et de « parti de l'intelligence ». Surtout, les années 1960 et 1970 offrent aux intellectuels un statut nouveau. En effet, le PCF s'engage alors dans une procédure de rénovation, qui touche tous les domaines de la théorie marxiste et nécessite des « conseillers du prince », des « théologiens d'institution² », chargés de théoriser ces transformations. Ce processus n'est pas porté par l'ensemble du PCF, mais par une fraction du groupe dirigeant. Certaines sections de travail du Comité central comme la Section d'économie au début des années 1960, une partie de la Section de politique extérieure (la « Poles ») dans les années 1970, et certaines revues constituent autant d'alliés de la fraction engagée dans cet *aggiornamento*.

¹ Francis COHEN, « Jean Kanapa, un homme sans relâche », *NC*, 117, oct. 1978, p. 4-5.

² Bernard PUDAL, *Prendre Parti. Pour une sociologie historique du PCF*, PNFNSP, Paris, 1989.

La Nouvelle Critique (NC) est l'un d'eux, et ce tout d'abord parce qu'elle est une revue théorique qui aborde donc les questions politiques ainsi que l'ensemble des domaines de la culture et du savoir. *La NC* est dès lors l'un des lieux pertinents pour analyser le travail des « conseillers du Prince », leur production en sciences humaines, la manière dont ils construisent les soubassements théoriques des stratégies politiques, ainsi que les contraintes qui pèsent sur ce travail.

C'est ensuite son histoire même qui en fait un objet particulièrement pertinent pour traiter de l'obéissance partisane. En effet, *La NC* a été créée en 1948 et, jusqu'en 1956, elle a été l'un des épicycles de la diffusion des thèses scientifiques et artistiques de la guerre froide. À partir de 1958, son équipe, très ébranlée par les révélations du XX^e congrès, est très largement modifiée, et *La NC* au contraire anticipe, en matière théorique et en particulier philosophique, sur les stratégies officielles du PCF. Cette audace lui vaut d'ailleurs, à partir de 1967, date de lancement de sa nouvelle formule, d'être recentrée sur la culture. C'est à ce moment aussi qu'elle devient l'un des alliés les plus efficaces de la fraction politique engagée dans la rénovation du Parti. Enfin, née orthodoxe, *La NC* meurt contestatrice : en 1978, alors que de nombreux intellectuels, comme Louis Althusser, voire des Fédérations entières comme la Fédération de Paris, critiquent la politique du PCF et notamment la rupture du Programme commun, elle entre dans ce mouvement, publie deux numéros jugés contestataires, ce qui lui vaut d'être supprimée et de disparaître en janvier 1980. La revue et ses acteurs ont donc eux-mêmes parcouru toute la gamme des rapports à l'autorité.

Des règles d'écriture et de lecture spécifiques

Analyser le travail des « conseillers du Prince », c'est en comprendre les contraintes. Ce sont le contexte et la position désormais marginalisée de la revue qui constituent le cadre du codage et du décodage qu'opèrent chacun des acteurs. En apparence, mais en apparence seulement, les propos de J. Kanapa sont anachroniques. Ils ont été en effet non seulement prononcés dix ans plus tôt, lors d'un week-end d'études de *La NC* réunissant ses collaborateurs réguliers, mais ils traitent de plus d'une période encore antérieure, puisque cette autocritique porte sur la guerre froide. Le week-end se déroulait dans un double contexte dont chacun des participants avait parfaitement conscience. D'une part, le PCF rendait public au même moment le Manifeste de Champigny, texte central dans l'élaboration d'une « voie française au socialisme », d'autre part, le mouvement communiste international était ébranlé par la répression du Printemps de Prague. Ces deux phénomènes étaient évidemment étroitement solidaires : l'élaboration d'une voie française au socialisme était l'autre face de la prise de distance relative vis-à-vis de l'URSS qu'avait constitué la critique par le BP de l'intervention des troupes du pacte de Varsovie, à Prague, en août 1968.

En 1978, la conjoncture nationale et internationale est, en revanche, totalement différente. Après la rupture du Programme commun, le PCF a perdu les législatives et ses intellectuels sont entrés, on l'a dit, dans une phase de contestation publique. C'est dans ce contexte, alors que la revue est partie prenante de ce mouvement, qu'elle a déjà fait paraître un numéro jugé critique en avril 1978, que F. Cohen écrit la nécrologie de J. Kanapa. *La NC* est désormais lue à la loupe par le groupe dirigeant, et ce d'autant qu'elle a perdu en son sein de nombreux soutiens depuis que la politique d'union de la gauche a été remise en question. En effet, ceux qui défendaient cette stratégie et par conséquent utilisaient *La NC* comme un support, sont désormais en difficultés au sein du groupe dirigeant.

Dès lors, citer, en ces circonstances, les propos de J. Kanapa et dire que la politique est machiavélique, ajouter qu'on peut jouir du pouvoir (« c'est un jeu passionnant »), et y perdre son identité (« une déstructuration de la personnalité »), c'est non seulement rappeler une vérité qui n'est jamais bonne à dire dans une organisation partisane qui a construit sa position dans l'espace public sur sa singularité, mais c'est aussi ajouter une pierre à l'édifice de la contestation, centrée pour une bonne part sur la critique du fonctionnement du PCF. Surtout, mentionner l'obéissance passée des intellectuels — « ils ne protestaient pas, il ne leur venait pas à l'esprit de protester » —, et définir ainsi le stalinisme, c'est, de manière certes obvie, encourager cette critique, en pleine période de contestation, et *a contrario* en décourager la répression. Enfin, la publication d'un document ancien dans un contexte politique devenu radicalement différent peut à lui seul être considéré

comme le rappel déplacé qu'une autre politique a été pratiquée puis délaissée.

Une pratique généralisée : la contrebande

Ces règles de cryptage et de décryptage ne sont évidemment pas réservées à *La NC* et au groupe dirigeant, elles sont également le fait des lecteurs qui savent eux aussi « lire entre les lignes », (ce qui explique bien sûr, que la réception de la revue puisse être à ce point contrôlée) et, en réalité, de l'ensemble de la communauté partisane. Ainsi, par exemple, à un tout autre pôle du monde communiste, ce sont ces mêmes règles qu'invoque Antoine Vitez pour analyser ses propres choix en matière de répertoire :

J'étais communiste. Et je ne pouvais ignorer les crimes de Staline, même si je n'avais pas encore conscience de leur immensité [Vitez parle de sa mise en scène en 1966 des Bains, pièce de Maïakovski que Meyerhold monta en 1930]. Il y avait donc une contradiction en moi, infernale. Et au fond, je peux dire maintenant quelque chose d'inavouable — je veux dire quelque chose qu'on n'aime pas s'entendre dire par un autre. Alors faire référence, dans l'ordre du simulacre (qui est le théâtre), à une forme d'art qui avait été persécutée par Staline était une façon de faire œuvre d'antistalinisme. [...] Ainsi, j'ai vécu l'antistalinisme à travers une pratique théâtrale. Mais à l'intérieur d'une histoire que les autres gens ne savaient pas ; et je reconnais bien humblement qu'il ne s'agissait que d'une tempête dans un verre d'eau⁴.

Les pratiques de cryptage des intellectuels et des artistes sont donc en partie le produit d'une contrainte politique extrême, de l'Occupation au stalinisme. Reste à en analyser le sens, dans des circonstances moins risquées. A. Vitez, parlant de « tempête dans un verre d'eau », en montre le caractère quasi dérisoire, et en même temps met le doigt sur la question de l'obéissance. Que les intellectuels ou les artistes soient obligés de ruser signifie bien qu'une autorité les y contraint. Mais cette autorité est, en l'occurrence, détenue par un parti qui ne contingente que la place de ses intellectuels et ne leur fait guère courir d'autres risques que symboliques, aussi douloureux soient-ils...

Dans ces circonstances, accepter de s'en tenir aux « tempêtes dans un verre d'eau », ou plus généralement aux pratiques de cryptage, c'est simplement ruser avec la domination politique, c'est-à-dire au bout du compte, lui accorder crédit.

La « contrebande » est donc indissociablement la marque du pouvoir, le signe de son respect et une manière de ruser avec lui. C'est alors une pierre de touche particulièrement pertinente pour étudier le complexe mélange de croyances et de stratégies qui est au principe de l'acceptation de l'autorité chez les artistes et les intellectuels.

Frédérique Matonti, Laboratoire de Sciences Sociales

Contact : frederique.matonti@ens.fr

FEDERATION PARIS-JOURDAN, CAMPUS

JOURDAN

ENS, 48 BD JOURDAN – 75014 PARIS

Directeur de la publication : Roger GUESNERIE

Rédacteur en chef : Jérôme BOURDIEU

Secrétaire de rédaction : Hamid OUAHIOUNE

(Hamid.Ouahioune@ens.fr)

MAQUETTE : Béatrice HAVET

Téléphone : 01.43.13.63.53 - FAX : 01.43.13.63.52

³ Sur le rejet de Meyerhold au sein du PCF, cf. Benoît LAMBERT et Frédérique MATONTI, « Les « forains légitimes ». Élus communistes et metteurs en scène, histoire d'une affinité élective », in Vincent DUBOIS (dir.), *Politiques locales et enjeux culturels. Les clochers d'une querelle. XIX^e-XX^e siècles*, La Documentation française, Paris, 1999. Sur Vitez et le PCF, cf. Benoît LAMBERT et Frédérique MATONTI, « Un théâtre de contrebande. Quelques hypothèses sur Vitez et le communisme », *Artistes/Politiques, Sociétés & Représentations*, n° 11, fév. 2001.

⁴ Émile COPFERMAN, *Conversations avec Antoine Vitez (De Chaillot à Chaillot)*, POL, Paris, rééd., 1998, p. 48-49.